

## Compte-rendu de lecture de l'ouvrage de James Sherr

### *Hard Diplomacy and Soft Coercion: Russia's Influence Abroad*

Julia Simon

#### A propos de l'auteur

*Hard Diplomacy and Soft Coercion: Russia's influence abroad* est un ouvrage de James Sherr publié en 2013 par le Royal Institute of International Affairs. L'auteur est un chercheur britannique spécialiste des questions concernant la Russie, l'Eurasie, l'Ukraine, la sécurité dans l'espace postsoviétique, etc. Il est aujourd'hui chercheur associé au sein du programme Russie et Eurasie du *think tank* anglais Chatham House après en avoir été à la tête pendant deux ans entre 2009 et 2011. James Sherr est membre du Valdai Club et participe aux travaux d'autres centres de recherche (NATO Defense College, Geneva Centre for Security Policy, etc.). Il est également l'auteur de *Hard Power in the Black Sea Region* (2010) ou encore de *The Russia-EU Energy Relationship: getting it right* (2010).

#### Contexte et idées centrales

James Sherr publie son ouvrage en 2013, avant que n'éclate la crise ukrainienne. Cependant, il est déjà possible cette année-là d'observer que la Russie s'est beaucoup éloignée des positions occidentales, tout en affirmant sa spécificité sur la scène internationale. Cela avait été illustré par l'affaire Snowden ou encore par la question syrienne. Mais ce positionnement pouvait être pressenti plus tôt puisque c'est dès 2007 que le président Poutine avait clairement indiqué dans son discours de Munich qu'il comptait s'inscrire comme un leader indépendant d'un monde multipolaire. L'ouvrage est d'ailleurs venu conclure un projet du Chatham House lancé en 2009 et intitulé *The Means and Ends of Russia's Influence Abroad*. Si James Sherr s'intéresse ici au *soft power* russe c'est parce que celui-ci s'est développé de manière significative durant la décennie précédente. Et ce constat s'est encore renforcé à la suite de la crise de l'Eurozone.

---

Julia Simon est étudiante en seconde année de master Carrières Européennes et Internationales (majeure « Sécurité, Intelligence et Gestion des Risques ») à Sciences Po Lille. Elle a passé une année à l'Ecole des relations internationales de Saint-Pétersbourg et effectué récemment un stage auprès de la mission de Défense de l'ambassade de France au Kazakhstan. Russophone, elle a acquis un savoir reconnu sur la Russie et les anciennes républiques soviétiques. Elle a consacré son rapport d'expertise de première année de master à la reconstruction des liens Otan-Russie dans le contexte de la crise ukrainienne. Elle collabore également au magazine *La Russie Francophone*.

L'idée centrale de l'auteur est de montrer comment l'approche russe de la puissance et de l'influence a évolué au cours du temps et de quelle façon cette vision diffère de celle que peuvent en avoir les Occidentaux. Pour l'auteur, ces différences de pensées expliquent les difficultés caractérisant la relation entre la Russie et les pays occidentaux. Selon lui, la Russie possède une influence particulière entre le *hard power* et le *soft power*, soit ce qu'il appelle la "*soft coercion*" [*"influence that is indirectly coercive, resting on covert methods (penetration, bribery, blackmail) and new forms of power (energy supply)"*].

L'auteur se donne l'objectif de démontrer trois éléments :

- la Russie a hérité des périodes tsariste et soviétique une culture de l'influence particulière ;
- le facteur interne est primordial pour comprendre la politique internationale de la Russie ;
- la Russie n'est pas « meilleure » que les autres pays en termes de conduite de sa politique étrangère, mais elle possède une « méthodologie » en la matière qui lui est propre.

## Construction de l'ouvrage

James Sherr élabore son analyse en cinq chapitres. Il commence par revenir sur l'histoire de la Russie, notamment sur les héritages de l'Empire et de l'Union Soviétique qui ont toujours un impact sur sa gouvernance. Il s'intéresse ensuite aux intérêts russes, puis à la manière dont la Russie construit son influence. Il termine en questionnant l'efficacité des méthodes employées par le pays et conclut en ouvrant sa réflexion sur la façon dont les Etats occidentaux devraient appréhender leurs relations avec la Russie.

Le point de départ du livre est une discussion sur le concept de puissance, en particulier défini par Joseph Nye<sup>1</sup>. La plus grande différence entre ce dernier et James Sherr réside dans la définition du *soft power*. En effet, pour l'auteur, la définition de Joseph Nye [*"the ability to get what you want through attraction"*] possède plusieurs écueils. Si l'on retient cette définition, alors elle ne pourrait pas correspondre réellement au cas de la Russie. Pour James Sherr, elle est trop stato-centrée et serait surtout adaptée aux démocraties libérales. En fait, avec cette définition, il serait compliqué d'analyser la capacité de la Russie à se montrer attractive. Pour bien comprendre le cas russe, il convient de ne pas oublier que l'espace postsoviétique est fragmenté et composé de multiples communautés, d'intérêts sectoriels et de liens transnationaux. Selon James Sherr, il faut donc partir de l'idée qu'il existe une "*network diplomacy*". En cela, il faut ainsi ajouter à la définition originelle de Joseph Nye la capacité d'un Etat à influencer d'autres Etats grâce aux liens d'affinités qui existent entre eux, en plus de la capacité d'attraction.

---

<sup>1</sup> NYE, Joseph, *Soft Power. The Means to Success in World Politics*, New York: Public Affairs, 2004.

## Les héritages tsariste et soviétique

James Sherr s'atèle d'abord à montrer que l'Empire russe a laissé à la Russie contemporaine un héritage important qui peut se décliner en plusieurs points. La politique de migration encouragée par l'Empire conserve de profondes traces dans la Russie d'aujourd'hui. En effet, cette politique lancée en 1889 a participé à ce que, en 1989 (date du dernier recensement soviétique), 25,3 millions de russes, au sens ethnolinguistique, se retrouvent sur le territoire d'Etats devenus indépendants. De ce fait, la démarcation entre frontières et nationalités est demeurée floue et offre à la Russie la possibilité de revendiquer une influence qui dépasserait ses frontières officielles. De ce passé impérial découle également l'attitude ambivalente de la Russie envers les non-Russes. James Sherr rappelle alors la célèbre maxime voulant que « la démocratie russe s'arrête là où commence la question de l'Ukraine ».

Pour ce qui est de l'héritage soviétique, James Sherr montre que la particularité de ce régime a été de transformer l'influence en science grâce à une organisation, à une « méthodologie » et à des moyens de communication efficaces. Il donne ainsi l'exemple du rôle de la police politique, la Tcheka, ancêtre du KGB, créée en 1917. L'héritage soviétique réside dans cet entremêlement entre « influence douce » et *hard power*.

Selon l'auteur, le détour historique permet de comprendre plusieurs principes d'action de la politique étrangère russe :

- la volonté d'élargir le périmètre de défense limite la menace plutôt que de la développer ;
- il est plus efficace d'accéder à la sécurité en insufflant la crainte chez les autres ;
- il est nécessaire d'apprendre des grandes puissances, sans se faire influencer par elles.

## Les intérêts russes à l'ère postsoviétique

Alors que la situation en Russie était alarmante à plus d'un titre dans les années 1990, les dirigeants russes n'ont jamais cessé de revendiquer le statut de grande puissance du pays. La Russie souhaitait être reconnue comme un acteur primordial des relations internationales et ne concevait pas, par exemple, une sécurité européenne sans sa participation. Néanmoins, le cœur de ses intérêts résidait alors dans sa volonté de conserver une influence importante au sein de la Communauté des Etats Indépendants. C'est réellement à partir de l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir que l'image de la Russie a commencé à évoluer sur le plan diplomatique. Grâce au rétablissement de son économie, à l'augmentation des prix de l'énergie, mais aussi aux évolutions géopolitiques liées aux conséquences des attentats du 11 septembre 2001, la Russie s'est réaffirmée sur la scène internationale. James Sherr revient donc sur les différents événements qui sont intervenus depuis la chute de l'URSS pour apporter un cadre historique à son analyse. Il montre notamment comment les « révolutions de couleurs » ont été perçues comme une

menace pour la Russie et comment la guerre avec la Géorgie a marqué un certain tournant dans la façon dont le pays conduit sa politique étrangère.

## Quels sont les instruments de l'influence russe ?

James Sherr présente les leviers de l'influence russe contemporaine : le commerce, l'énergie, le *Rouskii Mir* (monde russe), l'Eglise Orthodoxe et la culture.

Pour atteindre ses objectifs et protéger ses intérêts, l'auteur montre que la Russie est amenée à utiliser différents registres d'action en matière de diplomatie, soit une forme « coopérative », « conflictuelle », « honnête » et/ou « sournoise ». Ils s'incarnent à travers l'utilisation des leviers ci-dessus mentionnés.

S'agissant du commerce, la manière de conduire les affaires en Russie et dans les pays occidentaux est assez différente. Cependant, le marché russe, où il est possible d'obtenir des gains très élevés, est attractif. Environ la moitié de l'économie domestique est détenue par l'Etat et l'autre moitié connaît de grandes difficultés à rester indépendante. Les frontières sont perméables entre les intérêts privés et publics, de même que des pratiques illicites, dont la corruption, caractérisent souvent le monde des affaires russe. Malgré tout, la Russie représente un marché important et à haut potentiel pour les investisseurs étrangers, élément dont le gouvernement russe sait tirer profit.

L'énergie est devenue un facteur de plus en plus important de l'influence russe. Il est d'ailleurs inscrit dans le document-cadre de la *Stratégie énergétique russe pour 2020* que l'énergie est un « instrument pour la conduite des politiques internes et externes ». Grâce à ses réserves importantes de gaz, de charbon et de pétrole, la Russie détient un levier d'influence conséquent. Les guerres du gaz avec l'Ukraine en 2006 et 2009, mais aussi la situation avec la Biélorussie, en sont des illustrations parmi d'autres. La Russie est même prête parfois à perdre des sommes considérables sur le court terme pour préserver ses intérêts géopolitiques en utilisant le facteur des approvisionnements énergétiques comme un instrument de politique étrangère : Gazprom a par exemple perdu 1 milliard de dollars quand il a été décidé d'arrêter la livraison de gaz vers l'Europe en janvier 2009. La dépendance européenne en matière de gaz russe est un élément important du *soft power* du pays, qui a contraint l'Europe à œuvrer depuis plusieurs années pour limiter autant que possible cette dépendance.

Les instruments culturels jouent également un rôle majeur. En 2007, Vladimir Poutine a signé un décret permettant de concrétiser l'idée de *Rouskii Mir* (monde russe). Le président russe considère comme primordial pour l'influence du pays de préserver et de promouvoir la langue russe et sa culture dans le monde. Le *Rouskii Mir* s'étend ainsi bien au-delà des frontières de la Fédération de Russie pour intégrer toutes les personnes qui ont un passé commun avec la Russie et l'URSS. Afin de développer cet axe d'influence, le gouvernement a mis en place un Institut pour la Démocratie et la Coopération qui a pour objectif de valoriser l'image extérieure de la Russie, ou encore une commission chargée de prévenir, à

dessein, toute « falsification de l'histoire » (2009). Un autre outil de l'influence culturelle russe, et qui tend à prendre une place croissante, est la religion, à travers les rôles de l'Eglise Orthodoxe et du patriarche Cyrille I.

James Sherr considère que la culture et les médias constituent le “*Russia's purest soft power asset*”. La culture russe traditionnelle rayonne à travers le monde grâce à la littérature, les opéras, les ballets, etc., mais l'auteur montre aussi que des éléments de production contemporaine comme le cinéma et les programmes audiovisuels permettent à la Russie de maintenir ou de développer son influence puisqu'ils sont parfois les seuls diffusés dans les régions russophones de l'ancien espace soviétique.

### **Les conclusions de l'auteur sur l'influence et la politique de la Russie**

James Sherr rappelle que l'influence d'un Etat ne dépend pas nécessairement de l'attractivité du système politique de celui-ci. La Russie a une influence, bien que son image internationale se soit ternie au cours de ces dernières années. L'auteur reprend alors les éléments du *soft power* russe pour montrer qu'il s'agit en fait de “*soft coercion*”. L'exemple de la culture est de ce point de vue éclairant. En effet, alors que la volonté de la Russie de préserver ses liens privilégiés avec les pays de l'ancien espace soviétique peut être considérée comme du *soft power*, sa manière d'y parvenir ne répond pas complètement à sa définition. La sécurisation de ses intérêts est souvent entreprise par des moyens qui caractérisent plutôt le *hard power*. “*In conclusion, the essence of Russia's supposed soft power is not to 'get others to want what you want' but to tell them what they want. Russian cultural policy does not simply promote Russian culture. It challenges the integrity and 'authenticity' of other national cultures in the former USSR and the East Slavic World*”.

Pour James Sherr, la Russie est toujours dans une approche réaliste de « jeu à somme nulle ». Il conclut dès lors son ouvrage de manière prescriptive en ouvrant la réflexion sur la façon dont « l'Occident » devrait appréhender sa relation avec la Russie, à travers une série de recommandations. Selon lui, les pays occidentaux ne devraient pas s'installer dans une relation d'opposition avec la Russie, mais plutôt l'amener à percevoir plus positivement leurs intérêts et leurs standards. Il propose à cette fin qu'ils reconsidèrent leur politique d'attribution de visas aux ressortissants russes, qu'ils instituent une expertise commune avec la Russie sur divers sujets, qu'ils développent une diplomatie publique active à son égard et qu'ils renforcent les institutions de dialogue conjoint.

Toutefois, le livre de James Sherr a été publié avant le déclenchement de la crise ukrainienne, invitant à réinterroger ses conclusions au prisme de cet élément et de l'actualité de l'influence russe à l'étranger. De même, s'il permet de fournir une solide vision d'ensemble des fondements contemporains de la puissance russe et des intérêts du pays, il peut malgré tout faire l'objet de quelques critiques.

## Prolongements et critiques

Il semble tout d'abord que James Sherr n'ait pas pris en compte tous les éléments et les spécificités du *soft power* russe.

Comme l'explique Fiodor Loukianov<sup>2</sup>, « si le concept est aujourd'hui l'un des plus usités en Russie, l'engouement qu'il y suscite est pourtant relativement tardif. Quand, au début des années 1990, l'Américain Joseph Nye a théorisé cette notion, la Russie avait d'autres préoccupations ». En cela, la Russie n'a vraiment commencé à s'intéresser au *soft power* qu'à partir des années 2000. Si l'auteur mentionne bien la mise en place du *Rouskii Mir* comme marqueur de ce changement, il ne fait toutefois pas référence à une organisation qui est devenue depuis le fer de lance du *soft power* russe : l'Agence fédérale pour la Communauté des Etats indépendants, les compatriotes résidant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale (Rossotroudnitchestvo<sup>3</sup>). Cette organisation créée en 2008 par Dimitri Medvedev peut être comparée dans une certaine mesure à l'United States Agency for International Development (USAID) américaine. Depuis sa création, Rossotroudnitchestvo tente de se créer un réseau international. Aujourd'hui, elle possède des bureaux dans quatre-vingt-deux pays et dispose d'un budget annuel de 2 milliards de dollars<sup>4</sup>. Comme l'explique Fiodor Loukianov, l'organisation devait présenter un « concept de la participation de la Fédération de Russie à l'aide internationale au développement » qui deviendrait « le premier élément de la doctrine officielle de la « puissance douce » à la russe ».

Par ailleurs, en 2013, Vladimir Poutine a signé un décret afin de modifier la stratégie russe de financement de projets à l'étranger pour offrir une aide « personnalisée » et non plus « diluée ». Il s'agit donc désormais de favoriser les projets bilatéraux, ce qui n'est pas développé dans l'ouvrage.

James Sherr ne fait pas non plus référence aux programmes d'éducation mis en place par Moscou. Mais ce qui semble manquer le plus dans son analyse est la place que jouent les médias dans le *soft power* en Russie. En effet, il ne mentionne pas le fait que Vladimir Poutine ait lui-même défini le concept de *soft power*. En 2012, alors qu'il était en campagne pour l'élection présidentielle, il a publié un article La Russie et un monde changeant<sup>5</sup> dans lequel il explique que le *soft power* “*is being used increasingly often. This implies a matrix of tools and methods to reach foreign policy goals without the use of arms but by exerting information and other levers of influence*”. Or, dans cette définition, on peut voir l'importance accordée à l'information et aux médias. Alors que se développent les médias russes à l'étranger, James Sherr n'en fait pas du tout

<sup>2</sup> LOUKIANOV, Fiodor, « Les paradoxes du *soft power* russe », *La Revue Internationale et Stratégique*, Défis russes, n° 92, hiver 2013/2014, pp. 147-156.

<sup>3</sup> Site officiel du Rossotroudnitchestvo : <http://www.rs.gov.ru/en/about#история>

<sup>4</sup> BAI, Eugène, “Sorry, but soft power is not a part of the Russian tradition”, *Russia Direct*, 07/04/2015, [article en ligne]. <http://www.russia-direct.org/opinion/sorry-soft-power-not-part-russian-tradition>

<sup>5</sup> POUTINE, Vladimir, “Russia and the changing world”, 02/2012, [article en ligne]. <http://valdaiclub.com/politics/39300.html>

référence. On peut citer les plus connus : *Russia Today* dont l'audience s'élèverait à 700 millions de téléspectateurs ou encore *Russia beyond the Headlines* et *Ria Novosti* (rebaptisé *Sputnik* en 2014). Ces médias devaient permettre de donner une meilleure image de la Russie à l'étranger et d'apporter une analyse différente des relations internationales de celles que l'on retrouve dans les médias occidentaux. Mais aujourd'hui, il semble que ces nouveaux instruments du *soft power* soient vivement remis en cause avec l'usage de type propagandiste qui en est fait depuis l'éclatement de la crise ukrainienne. On remarque la mise en place d'une guerre de l'information en Russie<sup>6</sup>, revenant ainsi paradoxalement à ce que l'auteur considère comme étant de la "*soft coercion*".

Si le dernier *Concept de politique extérieure* russe de 2013 stipule explicitement que « la puissance douce devient partie intégrante de la politique internationale contemporaine », celle-ci s'est trouvée largement éclipsée par la crise ukrainienne. Ainsi, à la lumière des événements qui se sont développés en 2014, les questionnements de James Sherr sont quelque peu à réévaluer. Comme l'explique Alexey Dolinskiy, en 2014-2015, le *soft power* russe s'est endurci et est devenu un élément de compétition plutôt que de coopération<sup>7</sup>. L'image extérieure de la Russie s'est profondément dégradée avec le conflit ukrainien. Après le rattachement de la Crimée à la Russie et l'intervention « des petits hommes verts » qui n'ont pas hésité à utiliser l'usage de la force pour servir leurs intérêts, le *soft power* russe a été sérieusement entamé, notamment dans les pays voisins qui craignent de connaître un jour le sort de l'Ukraine du fait de la présence de nombreux Russes sur leur territoire (comme l'Estonie par exemple). L'usage efficient du *soft power* russe est donc aujourd'hui « en pause » et ne pourra pas être relancé tant que la crise ukrainienne ne sera pas durablement résolue.

Finalement, comme l'explique Fiodor Loukianov, « aussi longtemps que la Russie n'aura pas défini sa nouvelle identité, celle qui remplacera l'identité soviétique – complètement épuisée – et l'identité postsoviétique – qui n'a jamais vu le jour –, son *soft power* se limitera à un ensemble de mesures techniques, pas inutiles mais qui ne changeront rien à la situation sur le fond »<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Voir le rapport de Peter POMERANTSEV et Michael WEISS (2014): *The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money*, [rapport en ligne sur le site du magazine *The Interpreter*].

[http://www.interpretermag.com/wp-content/uploads/2014/11/The\\_Menace\\_of\\_Unreality\\_Final.pdf](http://www.interpretermag.com/wp-content/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf)

<sup>7</sup> DOLINSKIY, Alexey, "Hard thinking about Russian soft power: What to do next?", *Russia Direct*, 10/04/2015, [article en ligne].

<http://www.russia-direct.org/analysis/hard-thinking-about-russian-soft-power-what-do-next>

<sup>8</sup> *Op. cit.*, p. 2.